



Paris, le 10 février 2013

Déclaration

Pour les victimes de la pauvreté : un mauvais coup de l'Europe

« Après avoir témoigné, dans un communiqué commun, de l'émotion ressentie par les 4 associations humanitaires (Banques Alimentaires, Croix Rouge française, Restaurants du Cœur et Secours populaire français), je viens aussi apporter celle des dirigeants nationaux du Secours populaire français, réunis ce week-end, à Paris.

Certes, dans les mots, l'aide humanitaire européenne est sauvée, mais la réalité est différente, car dans les actes, elle va être considérablement diminuée.

Ces dernières années, le programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD), devant la montée de la misère et de la pauvreté, était déjà en dessous des immenses besoins grandissants en France et en Europe.

Emoi, ce seul chiffre, en un an, sur 181 millions de repas distribués dans les villes et villages français, par les 80 000 bénévoles du Secours populaire français, près de la moitié provenait de l'aide du PEAD.

Hors, avec les décisions prises par le Conseil européen des chefs d'Etat, ce plan, aujourd'hui supprimé en tant que tel, est remplacé par un fonds européen d'aide sociale, dont le budget est diminué de 28% alors qu'il doit couvrir bien plus que les besoins alimentaires.

Baisse très considérable, derrière la brutalité des chiffres, ce sont des millions d'enfants, de familles, qui vont être privés de nourriture en Europe.

Il convient, dès à présent, que le Parlement européen, maintienne et renforce son action pour donner à l'aide alimentaire les moyens dont elle a besoin.

Quelle que soit l'issue, en ce qui concerne les 4 millions de Français menacés par cette mesure inhumaine et injuste, il devient urgent qu'en France, toutes les mesures soient prises pour ne pas être dans cette même ligne égoïste, décidée en Europe. »

Julien Lauprêtre, président national du Secours populaire français